

Nous travaillons ! Nous produisons !

27
TOUS DANS LA RUE !
JANVIER

Nous devons décider !



Pour tous les travailleurs

- ✓ Augmentation générale du salaire de base de **500 Euros**, pour vivre dignement.
- ✓ **32 heures** par semaine parce qu'on ne vit pas pour travailler, mais on travaille pour vivre, pour élever nos enfants, pour avoir des loisirs, des activités sociales.
- ✓ **La retraite à 60 ans** pour tous et une véritable reconnaissance de la pénibilité pour un départ anticipé dès 55 ans pour pouvoir profiter du reste de notre vie en bonne santé.
- ✓ **Le 100% sécurité sociale** financé par les cotisations sociales et géré par les travailleurs eux même car la santé est notre bien le plus précieux c'est l'affaire de tous, la carte verte sans la carte bleue.
- ✓ **Démocratie sociale** dans les entreprises et les administrations avec un droit de veto des travailleurs sur tous les licenciements, nous refusons d'être des travailleurs jetables et corvéables à merci.

RASSEMBLEMENT ET MANIFESTATIONS

10H30

MONTAUBAN - ESPLANADE DES FONTAINES

La société s'est construite autour du travail, par la création de la richesse venant de la force de travail des travailleurs et uniquement des travailleurs.

Or depuis 1982, la rémunération de cette force de travail n'a eu de cesse de reculer alors que la richesse, elle, n'a fait qu'augmenter d'année en année pour atteindre aujourd'hui des records de versement de dividendes aux actionnaires et milliardaires. **La part des salaires par rapport à la richesse produite a reculé de plus de 150 Milliards d'€ par an.**

De plus, l'augmentation des prix des produits de premières nécessités, des carburants, de l'électricité, du gaz, des transports dû essentiellement à la privatisation du domaine public impacte de façon considérable notre niveau de vie et prive de nombreux salariés de l'accès à leurs droits fondamentaux comme se loger, se nourrir sainement, se chauffer, l'accès aux loisirs, à la culture, aux vacances.

Les moyens sont là, la richesse que nous produisons est là, il n'y a donc aucune raison de ne pas augmenter les salaires pour retrouver le niveau de la répartition de cette richesse comme dans les années 80. Cela correspond à une augmentation générale de 500 euros pour tous les travailleurs de leur salaire de base.

Cette augmentation couplée à la fin des exonérations des cotisations sociales pour les Grandes entreprises qui gagnent des milliards sur notre dos, assurerait et pérenniserait le financement de la sécurité sociale et de la protection sociale. Cela permettrait de protéger l'ensemble des travailleurs contre les aléas de la vie, d'assurer la réponse aux besoins de santé des populations et de mettre en place un 100% sécu pour tous, en englobant la prise en charge de toutes les problématiques de santé y compris pour l'ophtalmologie et le dentaire.

Dans une société où le progrès technologique permet la mise en œuvre de machines, de robots, d'outils pour soulager et remplacer l'homme au travail, il est plus que nécessaire de partager le travail en diminuant le temps de travail pour que tout le monde puisse avoir un emploi digne à 32h semaine !

Aujourd'hui la course au profit des multinationales se fait au détriment des intérêts des travailleurs, de la planète et des droits des citoyens. Délocalisations, licenciements, fermeture des lieux de production, sont devenus le quotidien de notre pays, comme ce que subissent les salariés de la SAM, de Gardanne, de GMNS etc.... Les conséquences pour ces travailleurs, pour ceux de la sous-traitance, ceux du tertiaire sont terribles, mais plus généralement ce sont des bassins de vie qui sont sacrifiés, obligeant les travailleurs à s'exiler, à se déraciner, vers les mégapoles, et bientôt, comme beaucoup d'autres peuples, vers d'autres Pays. Alors que ces entreprises ont pu se développer par le travail, les salariés, jetés comme des mouchoirs en papier, bien souvent exploités pendant des années au détriment de leur santé, n'ont comme seule reconnaissance: le mépris; Mépris des gouvernements, mépris des actionnaires, alors que sans les travailleurs ils ne seraient rien. Il est normal que les travailleurs aient leur mot à dire dans les choix stratégiques des entreprises, qu'ils aient un droit de veto notamment sur les licenciements ! Ce n'est pas du dialogue social dont nous avons besoin mais d'une véritable démocratie sociale dans les entreprises.